

<https://www.aefinfo.fr/depeche/709402>

Erwin Canard

5 min read

Bac 2024 : une large intersyndicale demande des aménagements de toute urgence

Une intersyndicale de l'éducation (FCPE, FSU, SE-Unsa, CFDT, Snalc, SUD-Éducation, CGT éducat'ion) a fait adopter un vœu, lors du CSE du 14 mars 2024, demandant "des aménagements de toute urgence" pour la session 2024 du baccalauréat. Le MENJ a décidé en septembre dernier que, désormais, les épreuves de spécialité se dérouleront en juin, et non plus en mars (lire sur AEF info [ici](#) et [là](#)). Or, cette mesure "n'a fait l'objet d'aucune mesure d'accompagnement", notamment pour "aménager les épreuves terminales" face à "des programmes trop lourds", estiment les organisations.



Les syndicats protestent contre le manque de temps pour préparer les élèves aux épreuves du bac. Shutterstock

Elles rappellent également qu'il n'y a pas de "temps identifiés pour préparer le grand oral". "Les équipes enseignantes sont pour beaucoup dans l'impossibilité de mener à bien d'ici la fin d'année la préparation de leurs élèves sur l'ensemble du programme pour les épreuves écrites tout en les préparant à l'épreuve orale", affirment-elles, ajoutant que "les élèves sont fortement stressés et sous la pression des notes du contrôle continu".

Les organisations demandent alors "une concertation pour décider sans attendre des mesures immédiates pour cette session 2024 du baccalauréat et pour envisager les réécritures nécessaires pour les prochaines".

Une enquête de l'ApSES montre les difficultés à suivre le programme

Dans une lettre à Nicole Beloubet du 29 février, l'ApSES rappelle que, en SES, "le ministère a imposé 12 chapitres denses à traiter d'ici juin, contre sept à la session précédente de mars 2023. Cela représente un quasi doublement du programme d'examen avec seulement un trimestre de plus". L'association demande depuis plusieurs mois "d'en rester au programme d'examen exigible à la rentrée 2023, avec huit chapitres prévus".

Selon une enquête réalisée par Internet, du 12 février au 6 mars, par l'ApSES à laquelle ont répondu 1 027 enseignants de SES (soit environ 20 % des professeurs de cette discipline), deux tiers d'entre eux "étaient en retard dans le traitement du programme d'examen". En outre, "84 % des collègues déclarent avoir modifié leur manière de faire cours en diminuant le temps accordé à l'analyse des documents et 53 % d'entre eux sont déjà contraints de renvoyer l'étude de certains points de cours à la maison", indique l'ApSES.

Aussi, "aux vacances de février, un tiers des collègues n'avaient pas encore pu entraîner leurs élèves dans les conditions d'examen lors d'un bac blanc" et "50 % disent avoir déjà renoncé à des séances de remédiation avec les élèves après les évaluations afin d'avancer dans les programmes". Enfin, "trois quarts des collègues pensent qu'ils n'auront pas le temps de préparer leurs élèves au grand oral d'ici à l'épreuve du mois de juin".

Dépêche n° 709402